

R

CX038A

1/28/79

NOUVELLE ADRESSE :  
S. J. A. U.  
31, rue Godot de Mauroy  
1<sup>er</sup> étage gauche  
75008 Paris  
TEL : (01) 743 77 36

CIRCULAIRE N° 25

Le 28 Juillet 1979

LE SECRETIARIAT INTERNATIONAL DES JURISTES POUR L'AMNISTIE EN URUGUAY (S. J. A. U.) COMMUNIQUE QUE DEUX ENFANTS URUGUAYENS QUI EN 1978 AVAIENT DISPARU EN ARGENTINE AVEC LEURS PARENTS, VIENNENT D'ETRE RETROUVES A VALPARAISO (CHILI) SOUS UNE AUTRE IDENTITE.

CE FAIT CONFIRME LES DENONCIATIONS QUI ONT ETE FAITES CONCERNANT LA DISPARITION DE NOMBREUX CITOYENS URUGUAYENS ET PERMET D'AFFIRMER QUE LA CAMPAGNE EN FAVEUR DES DISPARUS VIENT DE PORTER SES PREMIERS FRUITS.

L'OPINION JURIDIQUE INTERNATIONALE ET LES ORGANISMES DE DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME ONT, DES A PRESENT, DE NOUVEAUX ELEMENTS D'UNE GRANDE FORCE JURIDIQUE, POLITIQUE ET MORALE QUI PERMETTENT D'EXIGER DES REGIMES URUGUAYEN, ARGENTIN ET MAINTENANT CHILIEN L'ECLAIRCISSEMENT TOTAL ET IMMEDIAT SUR LA SITUATION DES CITOYENS URUGUAYENS DISPARUS.

Anatole Boris Julien Grisana, né le 27 Septembre 1972 à Montevideo (Uruguay) et Eva Lucia Julien Grisana, née le 7 Mai 1975 à Buenos Aires (Argentine), ont été enlevés avec leur père, Roger Julien Carreira, citoyen uruguayen, dirigeant du Parti pour la Victoire du Peuple (PPV) et leur mère, Victoria Grisana, citoyenne uruguayenne, le 26 Septembre 1976 à Saint Martin, Province de Buenos Aires, Argentine.

Des témoins, des volsins et la presse argentine ont rapporté à l'époque que lors de l'enlèvement de la famille Julien Grisana il s'était produit une fusillade au cours de laquelle un des membres de la famille avait été blessé sans qu'il soit possible de préciser lequel.

On n'eut aucune nouvelle de la famille Julien Grisana jusqu'au jour où une mission organisée par le S. J. A. U., avec le mandat conjoint de la Fédération des Juristes de l'Homme, de l'Association Internationale des Juristes Démocrates et de l'Association Internationale des Juristes Catholiques vint en Uruguay pour demander aux autorités des éclaircissements sur la situation de plus d'une centaine de citoyens disparus en Argentine, certains d'entre eux ayant été entre temps retrouvés dans les prisons uruguayennes.

Le président du 'Supremo Tribunal Militar', Colonel Silva Ledesma informa

ARGENTINA PROJECT (S200000044)

U.S. DEPT. OF STATE, A/RPS/IPS

Margaret P. Graefel, Director

(X) Release ( ) Excise ( ) Deny  
Exemption(s):

Declassify: ( ) In Part ( ) In Full

( ) Classify as ( ) Extend as ( ) Downgrade to

Date Declassification

83F86  
24/55

les membres de la mission (Me. Jean-Louis Weil avocat à la Cour de Paris; Dr. Robert K. Goldman, Professeur de Droit International à l'Université Américaine de Washington et Dr. Martinez Bjorkman, juriste et député espagnol) que le père de deux enfants, Roger Julien Carreira était incarcéré à la Prison Militaire de Libertad. Mais depuis, les autorités uruguayennes n'ont jamais confirmé leurs déclarations et Julien est toujours porté disparu.

A partir des informations obtenues grâce à la large diffusion donnée au cas des enfants disparus, de nouvelles recherches ont été effectuées et on a pu ainsi établir que:

-En Décembre 1976 les enfants ont été abandonnés par les occupants d'une automobile sur la place O'Higgins à Valparaiso (CHILI).

-Ils furent inscrits à l'Asile de Playa Ancha en tant que frère et sœur et Anatole fut inscrit sous le nom de Anatole Vasconcellos.

-En octobre 1978, sous les noms de Anatole Patrick et de Victoria Claudia ils ont été confiés à une famille de Valparaiso qui a commencé une procédure d'adoption.

Anatole se souvient qu'il vivait dans une maison avec ses parents et qu'un jour des gens en uniforme sont arrivés. Lui et sa sœur ont ensuite vécu dans une autre maison, à la campagne, près d'un lac, sans qu'il puisse donner aucune autre précision géographique. Il se souvient vaguement des noms de CURICO et TALAGANTE.

Curico est une ville chilienne située à la frontière argentine, où il y a un aéroport et des plates d'atterrissage privées. A Talagante, autre ville chilienne, il y a un établissement militaire qui a servi de centre d'inter-nement de prisonniers politiques.

Ces enlèvements font parti de la politique de persécution systématique pratiquée conjointement par les Forces Armées Uruguayennes et Argentines contre les réfugiés Uruguayens en Argentine.

C'est ainsi que furent assassinés, Zelmar Michelini (ancien Sénateur), Hector Gutiérrez Ruiz (ancien Président de la Chambre des Députés), William Whittell, Rosario Barredo, Telba Juarez, Raul Fellman et autres.

Depuis 1975 on a dénombré plus de 100 uruguayens disparus en Argentine, Paraguay et Uruguay, et parmi ces disparus il y avait 9 enfants. D'autre part, 30 uruguayens enlevés en Argentine, Paraguay et Brésil sont actuellement dans les prisons militaires uruguayennes après avoir été 'refoulés' clandestinement.

Ces faits, dûment prouvés et démontrés par notre Secrétariat (S. J. A. U.) et par de nombreux organismes de défense des droits de l'homme, exposés aux divers organismes internationaux, démontrent la persistance des graves violations aux droits humains perpétrées par le gouvernement uruguayen, qui s'étend jusqu'au delà de ses frontières la pratique systématique des enlèvement et des disparitions.

La répartition de Anatole et de Eva Lucia apporte un éclairage nouveau sur la situation des citoyens uruguayens disparus.

A partir de ce fait on peut établir que:

- 1 - Sur un plan général on peut affirmer que la campagne en faveur des disparus uruguayens porte ses premiers fruits. En effet, la manière dont ont été conduites ces recherches et le résultat positif auquel elles ont abouti, souligne l'importance de la solidarité internationale et confirme le rôle positif et fondamental des forces démocratiques et humanitaires. Dans ce cas particulier, la collaboration anonyme et généreuse de nombreux citoyens chiliens, la solidarité de l'Eglise chilienne et celle de l'Eglise Brésilienne dans la personne du Cardinal Dom Pablo Evaristo Arns, du Comité de Défense des Droits de l'Homme des pays du Cône Sud (Clamor) et du Comité Brésilien pour l'Amnistie, présidé par le Dr. Luiz Eduardo Greenlag, ont été décisives.
  - 2 - Le voyage insolite effectué par les enfants d'Argentine jusqu'à Valparaiso apporte un élément nouveau à ce que nous avions déjà pour démontrer que les disparitions de citoyens uruguayens en Argentine sont des opérations planifiées systématiquement.
  - 3 - Ont doit également se poser des nouvelles questions extrêmement importantes:
    - quel est le rôle joué par les autorités chiliennes dans ce cas?
    - le transfert au Chili n'a-t-il été effectué que pour Anatole et sa sœur?
    - qu'en est-il des autres enfants disparus en Argentine?
    - y a-t-il eu des transferts d'adultes?
  - 4 - Il faut souligner que jusqu'à présent on n'avait jamais recherché des disparus uruguayens en Argentine au Chili. Cela aurait semblé d'une absurdité totale. Et pourtant il s'avère que le trafic et l'échange de prisonniers enlevés par les dictatures du Cône Sud ne se réduisent pas au "refoulement" clandestin et illégal vers le pays d'origine, puisque deux enfants uruguayens, enlevés avec leurs parents en Argentine, se retrouvent au Chili.
  - 5 - Cela signifie que la dénonciation faite par ce Secrétariat (S. I. J. A. U.) et d'autres institutions de la cruauté de la répression, en particulier en ce qui concerne les "disparitions", non seulement n'est pas exagérée mais que cette répression atteint un niveau qui trouble la conscience civilisée.
- En conclusion, il apparaît clairement au Secrétariat International des Juristes pour l'Amnistie en Uruguay (S. I. J. A. U.) que l'opinion publique internationale et les organismes de défense des droits de l'homme ont, dès à présent, de nouveaux éléments d'une grande force juridique, politique et morale qui permettent d'exiger des régimes uruguayen, argentin et maintenant chilien l'accélération totale et immédiate sur la situation des citoyens uruguayens disparus.

# DECLARATION DE L'ASSOCIATION DES PARENTS DES DISPARUS URUGUAYENS ( A. F. U. D. E. )

Encore sur l'émotion produite par la réapparition des deux petits, Anatole et Eva Lucia Julien Griesons, l'Association des Parents d'Uruguayens Disparus (AFUDE) ne peut taire sa joie et son espoir.

Jolie d'avoir retrouvé ces petits qui par le seul fait d'être les enfants d'opposants au régime qui opprime notre patrie, ont été arrachés à leurs parents et à leur monde, leur petit monde d'enfants de 4 et 1 an.

L'espoir, comment ne par le garder maintenant que nous avons la preuve que nos efforts peuvent aboutir.

Comment ne pas espérer, après avoir retrouvé ces deux enfants, qu'il nous soit possible de retrouver les autres, ainsi que les adultes.

Cet espoir qui est le nôtre est fondé sur ces fait qui aujourd'hui nous émeuvent et sur la certitude que c'est par l'union que nous pouvons réaliser nos vœux les plus chers.

Les faits que nous dénonçons, aussi petits soient-ils au départ, en s'ajoutant les uns aux autres, finissent par donner des résultats.

La solidarité qui nous entoure n'est pas un vain mot et a porté ses fruits. Pour cela notre Association, créée le 1 Octobre 1978, consciente de ses responsabilités, continuera à lutter jusqu'à la présentation de tous les disparus. La lutte n'aura de cesse que lorsque nos objectifs seront atteints.

Juillet 1979.